

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union Discipline Travail

MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR VIVRIÈRES EN CÔTE D'IVOIRE – PDC2V



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT FIRME POUR L'ACTUALISATION DU CADRE REGLEMENTAIRE DES MARCHES DE PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

INFORMATIONS POUR INSCRIPTION AU SIGOMAP V2

Dans le cadre du processus de dématérialisation des marchés publics, les entreprises prenant part à cet appel d'offres sont invitées à se rapprocher des services de la **Direction Générale des Marchés Publics (DGMP)** pour leur inscription dans la version 2 du Système Intégré de Gestion des Opérations de Marchés Publics (SIGOMAP V2).

Adresse du siège de la DGMP :
Abidjan-Riviera, Bonoumin
BP V 169 Abidjan
Téléphone : (+225) 27 22 55 88 88
E-mail : sigomap@marchespublics.gouv.ci

FICHE D'INFORMATIONS GENERALES

Autorité contractante : Projet de Développement des Chaînes de Valeur Vivrières (PDC2V)

1. Source de financement : Part Bailleur-IDA
2. Avis à Manifestation d'Intérêt : Recrutement d'un consultant firme pour l'actualisation du cadre réglementaire des marchés de produits vivriers
3. Imputation budgétaire : la ligne 622200
Exercice budgétaire : 2023
4. Type de marché : Marché de prestation intellectuelle
5. Mode de passation : Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant (SQC)
6. Le présent appel d'offres est composé de : Sans Objet
7. Réservation du ou des lot(s) aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales

Sans Objet

1. Le **Projet de Développement des Chaînes de Valeur Vivrières (PDC2V)** invite les consultants/firmes admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services susmentionnés.
2. Les Termes De Référence (TDR) détaillés de la mission peuvent être téléchargés gratuitement via les liens suivants : www.pdc2v.ci ou à la demande à l'adresse : solou.pdc2v@gmail.com avec copie à apm.pdc2v@gmail.com. Pour télécharger lesdits Termes De Référence (TDR), les candidats sont invités à s'identifier en remplissant la fiche d'enregistrement. Les adresses e-mail fournies seront utilisées pour toute communication ultérieure (clarification, etc.).
3. Le Consultant sera sélectionné selon la méthode fondée sur les qualifications du consultant (SQC) par avis à manifestation d'intérêt en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant de la Banque Mondiale le financement de projets d'investissement (FPI) de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020.
4. Les Consultants/Firmes intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes **de 8 heures 30 minutes à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes T.U, les jours ouvrables.**

5. Le profil du consultant et personnel clé :

Expérience du cabinet

Le cabinet devra :

- Avoir dix ans (10) d'expérience dans la réalisation de documents juridiques et réglementaires;
- avoir une bonne connaissance des problématiques de développement des chaînes de valeur et de la commercialisation des produits agricoles et alimentaires en Côte d'Ivoire ou travailler en étroite collaboration avec une équipe locale qui en a la parfaite connaissance.

Profil du personnel clé

Pour réaliser l'étude, le consultant devra disposer au moins d'Experts aux profils suivants :

Un Chef de mission

Avoir un diplôme d'études supérieures ou universitaires, BAC+5, en droit (droit des affaires), ou tout autre diplôme équivalent.

• **Expérience générale**

- Au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle générale dans l'élaboration de textes législatifs et réglementaires

• **Expérience spécifique**

- Avoir réalisé au moins trois (03) missions dans l'analyse juridique et réglementaire sectorielle
- Avoir réalisé au moins deux (02) missions portant sur le secteur du commerce de produits vivriers.

• **Expert dans la gestion et/ou le développement des infrastructures de mise en marché des produits agroalimentaires**

Avoir un diplôme d'études supérieures ou universitaires en commerce, agroéconomie agronomie

ou autre diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins .

• **Expérience générale**

Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans les activités de développement de la chaîne des valeurs des produits agroalimentaires .

• **Expérience spécifique**

- Avoir réalisé au moins deux (02) études ou missions portant sur la modernisation de l'exploitation des marchés de gros ;
- Avoir réalisé au moins une (01) étude ou mission portant sur l'amélioration de la distribution des produits agroalimentaires et l'organisation de réseaux de marchés agricoles .

• **Un Expert agro-sociologue**

Avoir un diplôme d'études supérieures ou universitaires en agro-sociologie, ou autre diplôme équivalent de niveau BAC+4 au moins.

• **Expérience générale**

Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans les analyses agro- sociologiques.

• **Expérience spécifique**

- Avoir réalisé au moins deux (02) études d'agro-sociologiques ;

6. Constitution et dépôt des dossiers de manifestation d'intérêts

Les candidats éligibles et intéressés sont invités à soumettre **un dossier de manifestation d'intérêt** comportant les informations pertinentes indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission. Ce dossier doit contenir les informations suivantes :

- o Une lettre de manifestation d'intérêt signée par le soumissionnaire ou le groupement de soumissionnaires ;
- o Une copie du Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) ou tout autre document équivalent pour les entreprises étrangères ;
- o Une copie de l'accord de groupement ou celle de la lettre d'intention de groupement, si le Candidat est constitué en groupement ;
- o Le Curriculum vitae du personnel clé, signé par le titulaire ou le représentant de la structure
- o Une attestation de non-faillite pour les entreprises étrangères datant de moins de 6 mois à la date limite de dépôt des offres ;
- o La présentation du candidat (son existence légale, organigramme, personnel ;
- o Les références pertinentes relatives à l'exécution de missions similaires (fiche projets accompagnées des Attestations de Bonne Exécution) ;

NB : « Ne sont admis à participer à la procédure de passation du marché public que les candidats qui sont à jour de la redevance de régulation. Le quitus de non-redevance délivré par l'ANRMP en est une preuve ».

En cas de non-production du quitus de non-redevance par un candidat, le marché ne peut lui être attribué que s'il est établi par l'ANRMP qu'il était à jour, à la date limite de réception des offres, de la redevance de régulation sur l'ensemble des marchés qui lui ont été attribués.

Toute expérience non justifiée par une Attestation de Bonne Exécution (ABE) pour la structure ne sera pas prise en compte. Les ABE rédigées dans une langue étrangère doivent être accompagnées d'une traduction en langue française., auquel cas elles ne seront pas prises en compte.

A l'issue de l'évaluation de l'expérience du cabinet et du personnel clé, le cabinet classé premier sera invité à élaborer une proposition technique et financière qui serviront de base de négociations du contrat.

7. Les manifestations d'Intérêt devront être soumises en **français** au plus tard le **jeudi 19 octobre 2023 à 10 heures 00 minute GMT**, sous pli fermé, en cinq (5) exemplaires (1 original et 4 copies), portant la mention : « **Recrutement d'un consultant firme pour l'actualisation du cadre réglementaire des marchés de produits agricoles et alimentaires** ».

8. L'ouverture publique des dossiers de manifestation d'intérêt déposés aura lieu le **jeudi 19 octobre 2023 à 10 heures 30 GMT** à l'adresse indiquée ci-dessous en présence des représentants des soumissionnaires qui le désirent.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet de Développement des chaînes de valeur vivrières, Cocody Rue de la canebière, non loin de l'ambassade d'Italie, 06 BP 496 Abidjan 06; Tél. (225) 27 24 34 40 75/Adresse électronique : solou.pdc2v@gmail.com copie apm.pdc2v@gmail.com de 8 heures 30 minutes à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 30 minutes à 17 heures 30 minutes T.U les jours ouvrables.

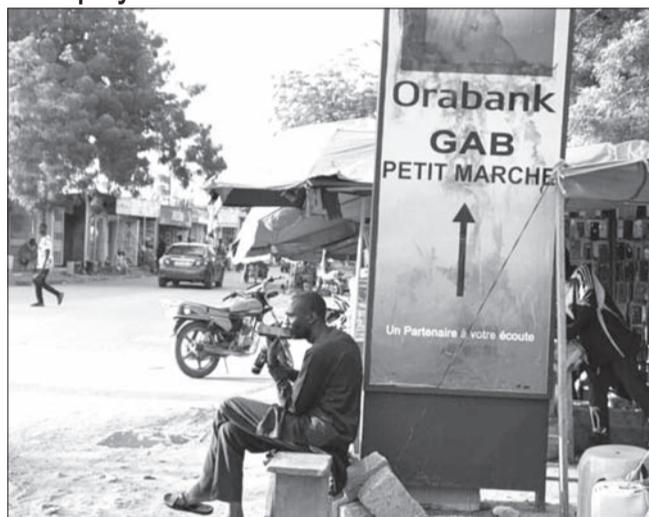
• **Grille d'évaluation des manifestations d'intérêt –Actualisation du cadre réglementaire des marchés de gros**

DESCRIPTION	SCORE MAXI
Expérience du cabinet : Les expériences seront justifiées par des fiches projets accompagnées des Attestations de Bonne Exécution.	30
Expérience générale	10
Avoir au moins dix ans d'expérience dans la réalisation de documents juridiques et réglementaires	
Moins de 10 ans : 0 point	
10 ans : 6 points	
1 point par année supplémentaire avec un maximum de 4 points	
Expérience spécifique :	

Niger

Réduction drastique du budget

Le pouvoir en place annonce une baisse de 40 % du budget du pays à cause des sanctions internationales et régionales.



Les Nigériens vivront des moments difficiles. (PHOTO:DR)

par exemple, près d'un millier de camions attendent depuis bientôt deux mois et demi de pouvoir faire entrer leurs marchandises. D'après nos informations, certains transporteurs font le choix de passer par le Burkina Faso, mais ils sont peu nombreux et le commerce avec l'extérieur est effectivement à l'arrêt.

Le Niger ne peut plus en particulier exporter le pétrole, l'uranium et l'or, les matières premières qui constituaient, et de loin, la première source de revenus du pays.

La junte n'a pas pris le risque de ne pas verser les salaires des militaires, mais la plupart des fonctionnaires n'ont pas été payés depuis des semaines.

Face à l'incertitude qui pèse sur la situation économique du pays, les banques n'acceptent plus d'avancer de l'argent à l'État nigérien comme cela se faisait avant. Une situation qui pousse les prix à la hausse et pèse lourdement sur la population.

RFI

La junte nigérienne a annoncé tard, le 7 octobre, une réduction drastique de son budget national. En équivalents francs CFA, le budget révisé s'élève à 3 milliards d'euros contre 5 milliards initialement prévus. Une baisse de 40 % que le régime militaire arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'État fin juillet met sur le

compte des sanctions internationales et régionales. Des sanctions, dit la junte qui « exposent le pays à une baisse importante de ses recettes extérieures et intérieures ». Depuis les premiers jours du coup d'État, toutes les frontières avec les pays de la Cédéao sont fermées. À la frontière avec le Bénin,

Liberia/ Présidentielle

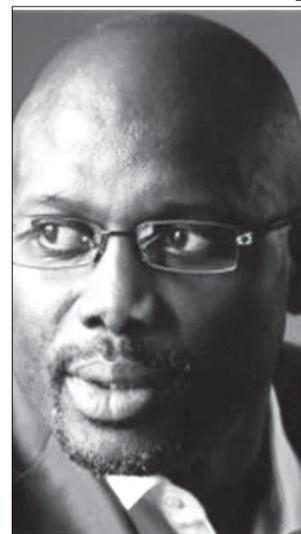
Les deux principaux candidats en campagne avant l'élection

Dernier jour de campagne au Liberia en vue des élections générales du 10 octobre. Focus sur les deux principales affiches du scrutin présidentiel : d'un côté, le président sortant, Georges Weah, qui brigue un second mandat. De l'autre, un ancien vice-président, Joseph Boakai.

Lors de cette campagne, Georges Weah, le président sortant, a mis l'accent sur son bilan : pendant six ans, il s'est concentré sur la réhabilitation des routes. Sur le plan de l'éducation, le gouvernement prend en charge les frais d'inscription des étudiants dans l'enseignement public.

Georges Weah veut continuer ses réformes, souligne Rennie Ledgerhood, le ministre de l'Information et cadre de son parti le Cdc, le Congrès pour le changement démocratique. « Le président veut continuer de construire plus de routes, qui devraient aboutir à l'enrichissement de nos citoyens. Il veut apporter plus d'électricité et que cela soit accessible aux Libériens. Il veut continuer sa politique pour toucher les jeunes », affirme-t-il.

Principal challenger : l'ancien



Georges Weah.



Joseph Boakai.

vice-président, Joseph Boakai, est soutenu par une large coalition dans laquelle figure Prince Johnson, ancien chef de guerre et ancien soutien de Georges Weah à l'élection de 2017.

Sur le fond, il affirme vouloir rétablir la bonne gouvernance. « Nous voulons constituer une équipe intègre, capable de lutter contre la corruption, et rétablir l'État de droit : le système judiciaire, le pouvoir législatif et l'exécutif devront tous respecter l'État

de droit. Et nous allons ainsi rétablir la justice dans le pays », assure-t-il de son côté.

Cette semaine, les deux leaders ont été reçus par des hauts responsables de l'ONU, de la Cedeao et de l'Union africaine qui leur ont demandé de respecter leurs engagements à tenir une attitude républicaine à l'issue du scrutin. En respectant, notamment, les procédures légales en cas de contestation des résultats.

RFI

-Avoir une bonne connaissance des problématiques de développement des chaînes de valeur et de la commercialisation des produits agricoles et alimentaires en Côte d'Ivoire ou travailler en étroite collaboration avec une équipe locale qui en a la parfaite connaissance.	20
4 points par expérience pertinente.	
(I) Profil du personnel clé	70
Un Expert juriste (droit des affaires), chef de mission:	28
Qualification :	
Avoir un diplôme d'études supérieures ou universitaires, BAC+5, en droit (droit des affaires), ou tout autre diplôme équivalent	5
Expérience générale	
§ Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle générale dans l'élaboration de textes législatifs et réglementaires ;	
Moins de 5 ans d'expérience : 0 point	5
5 ans d'expérience : 3 points	
Au-delà de 5 ans d'expérience : 0,5 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 2 points	
Expériences spécifiques	
§ Avoir réalisé au moins trois (03) missions dans l'analyse juridique et réglementaire sectorielle ;	
Moins de 3 missions : 0 point	10
3 missions : 5 points	
Au-delà de 3 missions : 1 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 5 points	
§ Avoir réalisé au moins deux (02) missions portant sur le secteur du commerce de produits vivriers	
Moins de 2 missions : 0	8
2 missions : 5 points	
Au-delà de 2 missions : 1 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 3 points	
Expert dans la gestion et/ou le développement des infrastructures de mise en marché des produits agroalimentaires	22
Qualification :	
Avoir un diplôme d'études supérieures ou universitaires en commerce, agroéconomie, agronomie ou autre diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins	4
Expérience générale	
§ Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans les activités de développement de la chaîne des valeurs des produits agroalimentaires ;	
Moins de 5 ans d'expérience : 0	5
5 ans d'expérience : 3 points	
Au-delà de 5 ans d'expérience : 0,5 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 2 points	

Expérience spécifique	
§ Avoir réalisé au moins deux (02) études ou missions portant sur la modernisation de l'exploitation des marchés de gros ;	
Aucune mission : 0	8
2 études ou missions : 5 points	
Au-delà de 2 études ou missions : 1 point par étude ou mission supplémentaire pour un maximum de 3 points	
§ Avoir réalisé au moins une (01) étude ou mission portant sur l'amélioration de la distribution des produits agroalimentaires et l'organisation de réseaux de marchés agricoles ;	
aucune étude réalisée : 0	5
1 étude réalisée : 3 points	
0,5 point par étude supplémentaire pour un maximum de 2 points	
Un Expert en agronomie	20
Avoir au moins un diplôme de niveau (BAC + 5) en agroéconomie, agronomie, gestion des projets économie rurale ou tout autre domaine connexe.	3
Expérience générale	
Au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine agricole.	
Moins de 5 ans d'expérience : 0	5
5 ans d'expérience : 3 points	
Au-delà de 5 ans d'expérience : 0,5 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 2 points	
Expériences spécifiques	
Avoir réalisé au moins une (1) mission en tant qu'Agronome dans le secteur du vivrier ;	
Aucune mission : 0	6
1 mission : 3 points	
Au-delà d'1 mission : 0,5 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 3 points	
Avoir réalisé ou participé à au moins deux (2) études de faisabilité.	
Moins de 2 études : 0	6
2 études : 3 points	
Au-delà de 2 études : 0,5 point par année d'expérience supplémentaire pour un maximum de 3 points	
Total des points	100